

Point de Presse du Conseil d'Etat

6 novembre 2013

La version Internet fait foi

M. Charles Beer, président du Conseil d'Etat
M. David Hiler, vice-président du Conseil d'Etat
M. François Longchamp, conseiller d'Etat
Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Genève	4
Locaux de la Cour des comptes	4
Plan financier quadriennal 2014-2017 de l'Etat de Genève : retour à l'équilibre anticipé grâce aux mesures adoptées.....	4
Suspension des annuités du personnel de l'Etat en 2014.....	5
Projet de loi relatif à la préparation de l'estimation des immeubles : collecte des données relatives aux immeubles, 1 ^{ère} étape du processus.....	6
Environnement 2030 : concept cantonal de la protection de l'environnement	6
Institution d'une Cour constitutionnelle	6
Renforcement de la filière pénale	7
Une feuille de route pour les SIG	7
Election complémentaire d'un-e membre du conseil d'administration des Services industriels de Genève pour la circonscription Arve et Lac.....	8
Remise en forme de la loi sur l'instruction publique.....	8
Age de la retraite du personnel enseignant de l'enseignement primaire.....	9
Développer et promouvoir la formation professionnelle et continue.....	10
Soutiens financiers à quatre institutions du domaine de la formation initiale et continue	10
Modification du règlement d'exécution de la loi sur les allocations familiales	11
Mobilité dans le secteur de Genève-Sud : une nouvelle liaison routière inter-quartiers.....	12
Praille Acacias Vernets : modification du régime de stationnement sur fonds privé	12
Aides financières à trois associations actives dans le domaine de la mobilité.....	13
Engagement pour la promotion de la relève sportive	13
Soutien à cinq institutions du domaine des camps et colonies de vacances	14
Aide financière à l'Association pour la danse contemporaine	14
Entrée en vigueur de loi.....	16
Agenda des invitations à la presse	17

Locaux de la Cour des comptes

A la suite d'une rencontre intervenue le 31 octobre 2013, le Conseil d'Etat a pris acte de la future intégration de la Cour des comptes dans les locaux du 54, route de Chêne au plus tard le 31 mars 2014. Des travaux d'aménagement spécifiques seront réalisés dans l'immeuble de la route de Chêne de manière à permettre l'arrivée, dans des conditions adéquates, de la Cour des comptes.

Le Conseil d'Etat prend par ailleurs acte de la décision de la Cour des comptes de mettre tout en œuvre pour proposer une reprise du bail des locaux utilisés actuellement au passage Malbuisson par un nouveau locataire.

Enfin, le Conseil d'Etat prend acte du fait que la Cour des comptes a agi de bonne foi lorsqu'elle a signé le bail au passage Malbuisson.

Ces différents éléments ont été transmis ce jour à la commission des finances.

Pour toute information complémentaire : M. François Longchamp, conseiller d'Etat, en contactant M. Bernard Favre, secrétaire général adjoint, DU, ☎ 022 546 54 10 ou 079 215 80 58, ou M. François Paychère, président de la Cour des comptes, ☎ 022 388 77 90.

Plan financier quadriennal 2014-2017 de l'Etat de Genève : retour à l'équilibre anticipé grâce aux mesures adoptées

Le Conseil d'Etat a adopté son [rapport au Grand Conseil relatif au plan financier quadriennal \(PFQ\) 2014-2017](#) de l'Etat de Genève. Celui-ci prévoit un retour à l'équilibre dès la première année de planification, soit 2014, alors que le précédent [PFQ 2013-2016](#) ne situait le retour à l'équilibre qu'en 2016. L'amélioration découle à la fois de la récupération rapide de l'économie cantonale depuis la crise de l'euro de 2011, et des différentes mesures décidées par le Conseil d'Etat et le Grand Conseil dans le cadre de l'élaboration des budgets 2012 et 2013.

La mise en œuvre de ces mesures génère une amélioration récurrente du résultat net d'environ 264 millions de francs par an dès l'exercice 2014. Sans ces mesures, la planification 2014-2017 aurait présenté une succession de graves déficits.

PFQ 2014-2017 en bref (en millions de francs) :

	B 2013	PB 2014	PF 2015	PF 2016	PF 2017
Revenus	7810*	7908	8103	8312	8529
Charges	7842*	7907	8102	8277	8487
Résultats	-32	0	1	36	42

*retraité selon le nouveau modèle comptable

Les prévisions concernant l'ensemble des impôts font apparaître une croissance annuelle moyenne de 2,8%. S'agissant des charges, la croissance annuelle moyenne d'environ 2% est fortement influencée par des augmentations de dépenses contraignantes, comme la péréquation intercantonale, les amortissements et les dépenses sociales. Les diverses dépenses contraignantes représentent 42% des variations de charges totales entre 2014 et 2017. Les mécanismes salariaux et charges sociales représentent 13% et le solde, soit 45%, concerne des dépenses relevant de choix politiques. Cette dernière enveloppe, d'un montant de 288 millions de francs sur quatre ans, est allouée aux [politiques publiques](#) prioritaires. Il s'agit en particulier de renforcer la qualité de l'école, d'améliorer la sécurité, de faciliter la mobilité et de faire face aux besoins induits par le vieillissement de la population.

Le plan d'investissements 2014-2017 présente des dépenses de 812 millions par année en moyenne, pour des recettes annuelles moyennes de 78 millions. Les investissements nets cumulés sur la période se montent ainsi à 2933 millions de francs. En tenant compte d'un taux réel de réalisation des investissements de 80% à 85%, le niveau inscrit dans les comptes annuels devrait se situer autour de 600 millions. L'effort se concentre principalement sur la mobilité, la formation, la santé et la sécurité.

Le niveau de la dette augmentera entre début 2013 et fin 2014, en lien avec le coût des réformes des caisses de pension. Par la suite, la dette progressera lentement en fonction de l'insuffisance d'autofinancement des investissements, qui est estimée à 500 millions de francs sur la période quadriennale. La progression du coût des intérêts est contenue grâce à la structure de la dette, qui privilégie les emprunts à long terme et à taux fixe.

Selon les projections, la réserve conjoncturelle devrait rester stable à son niveau actuel de 582 millions jusqu'en 2017.

Le [PFQ 2014-2017](#) présente en annexe un certain nombre de risques pouvant avoir des conséquences financières significatives, même si leur probabilité d'occurrence est considérée comme faible.

Si cette planification fait apparaître une nette amélioration par rapport à celle de l'an dernier, le Conseil d'Etat constate toutefois que l'équilibre des comptes projeté pour 2014 et 2015 demeure fragile et susceptible d'être rompu par un ralentissement conjoncturel ou par la survenance d'un risque. Les autorités devront donc faire preuve d'une grande vigilance, année après année, pour éviter une éventuelle dérive financière qui serait difficile à maîtriser.

Pour toute information complémentaire : M. Roland Godel, secrétaire général adjoint, DF, ☎ 022 327 98 07.

Suspension des annuités du personnel de l'Etat en 2014

Le Conseil d'Etat a adopté et transmis au Grand Conseil un projet de loi visant à suspendre en 2014 les augmentations salariales annuelles du personnel (annuités). Ce projet de loi traduit la volonté du Conseil d'Etat de présenter un budget équilibré, comme il s'y était engagé par l'intermédiaire de son président le 19 juin 2013, à la suite d'un arrêt du Tribunal fédéral empêchant l'Etat d'escompter une redevance supplémentaire des Services industriels de 31 millions de francs pour 2014.

Lorsqu'il a présenté le projet de budget 2014, le 19 septembre 2013, le Conseil d'Etat avait annoncé n'y avoir pas inscrit d'annuités dans l'attente des projections fiscales ultérieures. Les dernières prévisions sont malheureusement défavorables. Elles amènent le Conseil d'Etat à proposer de bloquer les annuités durant une année. La décision touche tous les employeurs appliquant la loi concernant le traitement et les diverses prestations alloués aux membres du personnel de l'Etat, du pouvoir judiciaire et des établissements hospitaliers.

L'alternative à la suspension de l'annuité aurait été de réduire l'augmentation des dépenses dans le domaine pénitentiaire et de la formation (réforme du cycle d'orientation et mercredi matin ajouté à l'horaire scolaire), ce qui n'entre pas en ligne de compte. La suspension de l'annuité n'est donc pas la conséquence d'une mauvaise conjoncture économique, mais sert à financer de nouvelles prestations prioritaires.

Il est peu vraisemblable que la prochaine estimation (du 15 novembre 2013) crée la marge de manœuvre nécessaire au versement de l'annuité. Compte tenu toutefois des incertitudes liées aux comptes 2013 (la dernière projection indiquant un résultat équilibré) et de la marge d'erreur entourant les estimations fiscales, le Conseil d'Etat évoquera avec la commission des finances la possibilité d'une suspension conditionnelle de l'annuité en fonction du résultat des comptes de 2013, voire de 2014.

Pour toute information complémentaire : M. Grégoire Tavernier, directeur général de l'office du personnel de l'Etat, DF, ☎ 022 546 08 51.

Projet de loi relatif à la préparation de l'estimation des immeubles : collecte des données relatives aux immeubles, 1^{ère} étape du processus

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi relatif à la préparation de l'estimation des immeubles.

Cette adoption fera l'objet d'un point de presse élargi du Conseil d'Etat le mercredi 13 novembre 2013.

Environnement 2030 : concept cantonal de la protection de l'environnement

Le Conseil d'Etat a adopté le concept cantonal de la protection de l'environnement « Environnement 2030 ».

Ce concept fera l'objet d'un point de presse élargi du Conseil d'Etat le mercredi 13 novembre 2013.

Institution d'une Cour constitutionnelle

Conformément à l'article 124 de la [nouvelle constitution](#), le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi visant à instituer dans les meilleurs délais une Cour constitutionnelle, à régler ses attributions dans le détail et à apporter les modifications nécessaires aux lois de procédure et de fond.

La solution proposée consiste à créer une nouvelle chambre au sein de la Cour de droit public de la Cour de justice, soit la Chambre constitutionnelle, qui sera dotée de deux postes supplémentaires de juges titulaires.

Cette solution respecte au mieux l'intention de l'Assemblée constituante, tout en permettant une organisation souple, à même de s'adapter à l'ampleur future du contentieux constitutionnel.

La Chambre constitutionnelle sera appelée à connaître des recours :

- contre les lois constitutionnelles, les lois et les règlements du Conseil d'Etat ;
- en matière de votations et élections ;

- en matière de validité des initiatives populaires cantonales et communales.

Pour toute information complémentaire : M. Nicolas Bolle, secrétaire général adjoint, DS, ☎ 022 327 92 11.

Renforcement de la filière pénale

Dans le cadre de la deuxième étape du renforcement de la filière pénale, le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi visant, d'une part à doter le Tribunal pénal de trois charges supplémentaires de juge titulaire et de juge suppléant (toutes les pistes de rationalisation ou d'optimisation dans l'organisation de la juridiction ayant été prises, comme la Cour des comptes l'a expressément confirmé dans son rapport de juin 2012).

Le projet de loi adopté prévoit d'autre part de doter la Cour pénale de la Cour de justice d'un poste de juge titulaire supplémentaire, afin de tenir compte de la croissance constante des nouvelles procédures depuis l'entrée en vigueur du code de procédure pénale le 1^{er} janvier 2011.

Un [premier projet de loi](#), adopté en mars 2013, visait la création de quatre postes de procureur supplémentaires.

Pour toute information complémentaire : M. Nicolas Bolle, secrétaire général adjoint, DS, ☎ 022 327 92 11.

Une feuille de route pour les SIG

Après la constatation de dysfonctionnements dans la gouvernance et la conduite de certains grands projets d'investissements des Services industriels de Genève (SIG) ayant conduit au départ du directeur général et à la mise sous enquête administrative de deux hauts cadres de la société, le Conseil d'Etat a pris connaissance, mercredi 30 octobre 2013, de la feuille de route établie par le conseiller d'Etat chargé du département de la sécurité.

Ce document vise à fixer les jalons qui, d'ici à fin mai 2014, devront permettre au conseil d'administration, au président de celui-ci et à la direction générale des SIG :

- de passer en revue les grands projets d'investissements en cours dans des domaines d'activité situés hors du cœur d'activité historique de l'entreprise, notamment l'éolien, la fibre optique ainsi que le chauffage et la climatisation à distance. D'entente avec le conseil d'administration, ces projets seront examinés sous l'angle de la stratégie poursuivie, de leur opportunité et de l'atteinte des objectifs fixés. Il s'agit de dresser un état des lieux de la situation et de prendre d'éventuelles mesures correctrices ;
- de recruter un nouveau directeur général ;
- de mettre en œuvre une nouvelle méthode de calcul de la redevance sur l'utilisation du domaine public et de clarifier les rapports entre les SIG et l'Etat dans les tâches d'intérêt public menées par SIG pour le compte de l'Etat.

La modélisation des nouveaux mécanismes a été faite de conserve avec les SIG et le secrétariat général du département de la sécurité. Ces différentes propositions ont été présentées lundi 4 novembre 2013 aux communes et à la Ville de Genève (copropriétaires des SIG) à l'occasion d'un comité de l'Association des communes genevoises (ACG), et au conseil d'administration des SIG mardi 5 novembre 2013.

Pour toute information complémentaire : M. Pierre Maudet, conseiller d'Etat, en contactant M. Laurent Forestier, secrétaire général adjoint chargé de communication, DS, ☎ 022 327 94 12 ou 079 240 83 67.

Election complémentaire d'un-e membre du conseil d'administration des Services industriels de Genève pour la circonscription Arve et Lac

Suite à la démission de M. Patrick Ascheri, maire d'Anières, du conseil d'administration des Services industriels de Genève, le Conseil d'Etat a fixé une élection complémentaire le lundi 6 janvier 2014.

Les candidates et les candidats doivent s'inscrire auprès du service des votations et élections (25, route des Acacias), au plus tard jusqu'au lundi 25 novembre 2013 à midi.

Nul ne peut être candidate ou candidat si elle ou il n'est pas conseillère/er administrative/f, maire, ou adjoint-e de l'une des communes de la circonscription Arve et Lac.

L'élection sera tacite si une seule candidature est présentée.

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 09.

Remise en forme de la loi sur l'instruction publique

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de modification de la loi sur l'instruction publique (LIP).

Avec [HarmoS](#) et le [plan d'études romand pour la scolarité obligatoire](#), l'horaire scolaire hebdomadaire au primaire (dès la rentrée 2014), l'évaluation régulière des élèves au moyen de notes, l'unification des structures du cycle d'orientation (CO), les adaptations et reconfigurations des voies et filières de l'enseignement secondaire II, le développement des hautes écoles, l'instauration du [réseau d'enseignement prioritaire](#), des évolutions et des adaptations d'importance ont marqué l'instruction publique genevoise au cours des quinze dernières années. Leur traduction politique et formelle, au fur et à mesure de ces changements, dans une [loi qui date de 1940 et qui a été modifiée à 135 reprises](#), l'a rendue peu lisible et accessible, incohérente et donc peu praticable. En adoptant le projet de refonte de la LIP, le Conseil d'Etat répond en premier lieu à un engagement qu'il a pris à l'égard du parlement.

En effet, aussi bien le gouvernement que les élus du Grand Conseil ont relevé l'exigence d'une remise en forme de sa structure générale et de son actualisation juridique et terminologique par la reformulation de certaines dispositions.

Reliant cette démarche au mouvement de mise en conformité à la [nouvelle constitution genevoise](#), le Conseil d'Etat saisit cette occasion pour que, dans les meilleurs délais, le Grand Conseil puisse également examiner les dispositions visant à appliquer dans la lettre et l'esprit la formation obligatoire jusqu'à l'âge de la majorité au moins, afin que sa traduction dans la réalité dispose d'une base légale solide. Pour les jeunes gens mineurs qui risquent une rupture préjudiciable dans leur parcours de formation initiale, le principe posé par le droit constitutionnel déploie en effet une portée considérable dans le domaine de la politique éducative et, plus généralement, dans celui de la politique économique et sociale du canton de Genève.

Par le dépôt de ce projet de refonte de longue haleine, la démarche du Conseil d'Etat veut ainsi consacrer un aboutissement sur le plan institutionnel et formel. Il ne propose ni n'engage clairement aucune nouvelle réforme ou innovation de l'enseignement. Cette refonte de la LIP permet de déployer avec plus de clarté dans une loi emblématique de la République et canton de Genève les décisions politiques récentes déjà prises par le Grand Conseil et par le peuple genevois pour l'instruction et d'éducation. Il met ainsi à disposition du pouvoir législatif et de la population une loi actualisée, plus lisible et plus accessible ; une loi remise en forme – en pleine forme ! – dans sa structure et sa conformité juridique.

Pour toute information complémentaire : Mme Marie-Christine Maier Robert, directrice de l'unité juridique, ☎ 022 546 69 03, ou M. Frédéric Wittwer, directeur du projet harmonisation scolaire et délégué aux affaires intercantionales, DIP, ☎ 022 546 69 50.

Age de la retraite du personnel enseignant de l'enseignement primaire

Le gouvernement a adopté à l'intention du Grand Conseil un autre projet de loi modifiant également la loi sur l'instruction publique (LIP).

Dès le 1^{er} janvier 2014, suite à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la caisse de pension de l'Etat de Genève (LCPEG) et de la nouvelle loi sur la retraite anticipée (rente-pont AVS), la limite d'âge fixée à 62 ans pour les enseignants du primaire dans la loi sur l'instruction publique (art. 127, al.1 lettre a) n'offrira aucun avantage comparativement à un âge de retraite fixé à 65 ans.

Au contraire, sans la modification de leur âge de retraite, des enseignants du primaire seraient contraints de quitter leur emploi à 62 ans, alors qu'ils pourraient choisir de rester en activité et compléter de ce fait leur rente de prévoyance jusqu'à hauteur du plafond autorisé (art. 17 al. 4 du RCPEG), comme leurs collègues de l'enseignement secondaire.

Ces dernières années, des enseignantes et enseignants du primaire ont souhaité poursuivre leur activité après 62 ans, invoquant le maintien de leur motivation pour l'enseignement et pour des raisons financières liées à la perte de gain jusqu'à 64 ou 65 ans, malgré le paiement d'un pont AVS pour les femmes ou d'une rente CIA majorée pour les hommes.

Le Conseil d'Etat estime qu'il n'y a dès lors plus lieu de « forcer » le départ des enseignants du primaire à 62 ans. Cette modification de la loi les mettra ainsi dans la même situation que les enseignants du secondaire qui ont actuellement un âge de retraite fixé à 65 ans (art. 127 al. 1 lettre c de la LIP).

Par ailleurs, une période transitoire est instaurée pour les enseignants du primaire à la retraite qui perçoivent actuellement ou percevront de manière différée une pension complémentaire selon l'ancienne teneur de l'article 127, soit les enseignantes ainsi que les enseignants engagés dès le 1^{er} septembre 2002.

Finalement, concernant les enseignants (hommes) du primaire en activité le 31 août 2002 (effectif de presque 200 enseignants à l'automne 2013) qui sont au bénéfice d'une pension CIA majorée, financée aux deux tiers par l'employeur, pour combler le manque à gagner résultant du fait que les enseignants bénéficient d'aucune rente de l'AVS entre 62 ans et 65 ans, cette spécificité est prise en compte dans la loi sur la rente-pont AVS, ainsi que les dispositions les concernant, préalablement mentionnées à l'article 127 alinéa 4 de la LIP.

Pour toute information complémentaire : Mme Monique Pfister, directrice des ressources humaines, DIP, ☎ 022 546 86 50.

Développer et promouvoir la formation professionnelle et continue

Dix ans après l'entrée en vigueur de la [loi fédérale sur la formation professionnelle](#) et six ans après l'entrée en vigueur de la [loi cantonale](#), le Conseil d'Etat présente au Grand Conseil un état des lieux du projet prioritaire qu'est la formation professionnelle et continue. Notamment, car l'article 194 de la [constitution de la République et canton de Genève du 14 octobre 2012](#) introduit la formation obligatoire jusqu'à l'âge de la majorité au moins et indique que cette formation peut avoir lieu sous forme d'enseignement ou en milieu professionnel.

Ce nouvel article constitutionnel s'inscrit de fait, en partie, dans la continuité puisque depuis plusieurs années, l'encouragement à la qualification professionnelle, mais aussi le maintien dans la formation, constituent des priorités du Conseil d'Etat mais aussi du [Conseil interprofessionnel pour la formation \(CIF\)](#).

Ce rapport dresse un constat et détaille les principales réformes qui ont été menées dans les différentes filières de formation professionnelle et rappelle au Grand Conseil les actions entreprises en vue de développer et de promouvoir encore la formation professionnelle et continue à Genève, en concertation étroite avec les partenaires sociaux.

*Pour toute information complémentaire : M. Grégoire Evéquoz, directeur général de l'OFPC, DIP,
☎ 022 388 44 25.*

Soutiens financiers à quatre institutions du domaine de la formation initiale et continue

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi accordant des indemnités et des aides financières à quatre institutions du domaine de la formation initiale et de la formation continue pour les années 2014 à 2017, soient l'Ecole hôtelière de Genève (EHG), le Centre de bilan Genève (CEBIG), l'Université ouvrière de Genève (UOG) et l'[Association des répertoires AJETA \(ARA\)](#).

Indemnité à l'Ecole hôtelière de Genève

L'indemnité monétaire annuelle de 914'433 francs doit permettre à l'EHG de former, durant la durée du contrat de prestations, au minimum 284 étudiants genevois en préparation du diplôme ES (école supérieure) dans le domaine de l'hôtellerie et de la restauration, au tarif préférentiel, pour les étudiants genevois, de 40'000 francs au lieu de 66'000 francs. Le diplôme ES dans le domaine de l'hôtellerie et restauration peut être obtenu, après réussite des examens finaux, par le biais soit d'un cursus généraliste de 5400 périodes de cours théoriques et pratiques, soit d'un cursus professionnel de 3600 périodes de cours théoriques et pratiques.

Indemnité au Centre de bilan Genève

L'indemnité annuelle de 420'000 francs va permettre au CEBIG de réaliser, sur la période concernée, 1700 bilans de validation d'acquis et 300 bilans de reconnaissance d'acquis pour les personnes intégrées au processus Qualification+ de l'office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue (OFPC).

Le CEBIG, acteur majeur dans le domaine des bilans de compétences à Genève, reste un partenaire indispensable de l'OFPC dans son processus de validation des acquis et de reconnaissance d'acquis des adultes. En effet, ces bilans de compétences réalisés par le CEBIG sont un préalable indispensable à la définition de plans de formation personnalisés pour les adultes qui souhaitent obtenir un certificat fédéral de capacité (CFC) par validation d'acquis tout en étant en emploi ou aux adultes souhaitant valoriser leurs acquis professionnels sans volonté d'obtenir un CFC.

Aide financière à l'Université ouvrière de Genève

L'aide financière annuelle de 1,033 million de francs est destinée à dispenser une formation de base et une formation continue, utile professionnellement, en priorité aux adultes faiblement qualifiés afin de favoriser leur intégration politique, sociale, économique et culturelle dans le canton de Genève. Ces cours portent sur les trois catégories suivantes :

- l'acquisition de connaissances principalement en français et en mathématiques ;
- la sensibilisation à l'apprentissage et à la culture générale ;
- l'insertion et la réinsertion, principalement pour les chômeurs de longue durée et les personnes à l'assistance publique.

Aide financière à l'Association des répétitoires AJETA (ARA)

En contrepartie de l'aide financière de 1,616 million de francs en 2014 et 2015, 1,611 million en 2016 et 1,606 million en 2017, l'ARA s'engage à mettre en relation des répétiteurs et des élèves et assurer un suivi de la fréquentation des répétitoires pour les apprentis et les jeunes sans formation adressés par l'OFPC. En 2012, l'ARA a accompagné plus de 5'000 élèves et 2'500 répétiteurs.

L'aide financière doit également permettre d'assurer la gestion administrative et financière des aides aux élèves de familles à revenus modestes. Les aides aux élèves de familles à revenus modestes sont allouées sur la base d'un barème commun à tous les degrés d'enseignement scolaires, leur utilisation est soumise à un contrôle mensuel de l'OFPC. Ce barème prévoit des aides de 25%, 50% et 75% suivant la composition de la famille et son revenu déterminant unifié (RDU). Seuls les jeunes sans formation et suivis dans le cadre de la structure « Cap formation » et « Tremplin jeunes » bénéficient d'une prise en charge complète des coûts des répétitoires ARA.

Pour toute information complémentaire : M. Grégoire Evéquo, directeur général de l'office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue, DIP, ☎ 022 388 44 25.

Modification du règlement d'exécution de la loi sur les allocations familiales

Le Conseil d'Etat a modifié le règlement d'exécution de la [loi sur les allocations familiales](#).

L'impact de l'augmentation des montants des allocations de naissance ou d'accueil, des allocations pour enfant ainsi que des allocations pour formation professionnelle liées à la mise en œuvre, au 1^{er} janvier 2012, de l'[initiative 145 « Pour des allocations familiales dignes de ce nom ! »](#) se répercute sur les dépenses du [fonds cantonal de compensation des allocations familiales](#).

Le Conseil d'Etat avait déjà modifié le règlement d'exécution de la loi sur les allocations familiales et fixé le taux de contribution à 1,9% en 2013 (voir [point de presse du 21 novembre 2012](#)), contre 1,7% en 2012 et 1,4% en 2011. En raison de l'évolution des dépenses liées à la mise en œuvre de la loi sur les allocations familiales, une nouvelle adaptation du taux de cotisation est nécessaire. Ainsi, et afin d'assurer la pérennité des finances du fonds cantonal de compensation des allocations familiales, le gouvernement a décidé de porter le taux de cotisation à 2,3% dès le 1^{er} janvier 2014. La situation sera revue par le Conseil d'Etat dans le courant de l'année 2014 afin de déterminer le taux applicable en 2015.

Pour toute information complémentaire : M. Michel Blum, directeur chargé des assurances sociales et du handicap, DGAS, DSE, ☎ 022 546 51 19.

Mobilité dans le secteur de Genève-Sud : une nouvelle liaison routière inter-quartiers

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi ouvrant un crédit d'étude pour l'établissement de l'avant-projet d'une nouvelle liaison routière inter-quartiers, dans le cadre des projets d'infrastructures de mobilité dans le secteur de Genève-Sud.

Le développement croissant de cette partie du canton nécessite, d'une part, de compléter la jonction autoroutière de Lancy-Sud, dont le projet est en mains de l'Office fédéral des routes depuis le 1^{er} janvier 2008, et, d'autre part, de créer une nouvelle liaison routière inter-quartiers. Cette liaison, qui dépend directement de la réalisation du complément de jonction de Lancy-Sud, se divise en deux tronçons distincts : le premier s'étend de la route de Saconnex-d'Arve à la route d'Annecy, le second de la route d'Annecy à la route de Pierre-Grand.

L'objectif principal de cette nouvelle liaison routière est de capter la majorité du trafic issu des communes de « Genève-Sud », soit Bardonnex, Carouge, Lancy, Plan-les-Ouates, Troinex et Veyrier ainsi que le trafic de transit actuel qui circule sur les différents axes traversant ces communes, et de le canaliser en direction de la jonction autoroutière de Lancy-Sud.

Le gouvernement rappelle que ces aménagements sont inscrits au [plan directeur cantonal 2030](#) comme mesures visant à optimiser et à compléter le réseau routier, et résultent d'un travail conjoint avec les communes concernées. Sa mise en œuvre, conduisant à structurer les différents réseaux de transports, individuels, publics et de mobilité douce, implique l'évaluation et l'analyse d'un certain nombre de mesures d'accompagnement, comme par exemple la création de voies réservées pour les transports collectifs, la mise en place d'itinéraires protégés pour les cycles ou encore la création de parcs-relais (P+R).

Pour toute information complémentaire : M. René Leutwyler, ingénieur cantonal et directeur général du génie civil, DIME, ☎ 022 546 63 01.

Praille Acacias Vernets : modification du régime de stationnement sur fonds privé

Le Conseil d'Etat a adopté une modification du règlement relatif aux places de stationnement sur fonds privés. Ce texte, qui détermine le ratio de places de parc lors de la construction ou du changement d'affectation de bâtiments ou d'installations (répartition en sept secteurs), a été adapté pour accompagner la mutation du projet « [Praille Acacias Vernets](#) » (PAV).

Cette zone de développement d'une superficie de 230 hectares où 11'000 nouveaux logements et 11'000 nouveaux emplois sont prévus, constitue une extension du centre Genève et présente des enjeux majeurs en termes de mobilité. Pour accompagner la mutation de ce quartier et son processus d'urbanisation en cours, qui place désormais le PAV au cœur de la ville, la politique de stationnement a dû y être adaptée.

Le périmètre du PAV a dès lors été intégré dans le secteur II du règlement, qui actualise par souci de cohérence les ratios de stationnement des secteurs I et II pour les activités.

Ces secteurs se caractérisent par une densité urbaine forte, une desserte en transports publics performante (trams, RER, etc.) et des aménagements favorisant la mobilité douce, justifiant par là même des ratios de stationnement adaptés.

Cette modification répond à la demande des communes et accompagne le développement du canton en matière de logements et d'emplois.

Pour toute information complémentaire : M. Fabien Héritier, direction des missions opérationnelles, projet Praille Acacias Vernets, DU/DGM, DIME, ☎ 079 672 99 69.

Aides financières à trois associations actives dans le domaine de la mobilité

Le Conseil d'Etat a décidé d'octroyer à SuisseMobile, fondation créée en 1995, une subvention d'un montant total de 63'000 francs pour les années 2013, 2014 et 2015.

Cette subvention est octroyée dans le but de promouvoir des formes de mobilité et de tourisme faisant appel à la mobilité douce, en développant dans tous les cantons suisses des circuits nationaux et régionaux, à vélo, à VTT, à pied, en rollers et en canoë, en combinaison avec les transports en commun, ainsi que de développer des itinéraires y relatifs, notamment dans le canton de Genève.

Le gouvernement a par ailleurs octroyé une subvention de 50'000 francs pour l'année 2013 à l'Association Genève-roule, association d'utilité publique de prêt et de location de vélos employant des requérants d'asile et des personnes en réinsertion socio-professionnelle.

La subvention vise à encourager le recours à la mobilité douce par la mise à disposition de vélos et de vélos à assistance électrique en prêt et en location pour la population genevoise et pour les touristes.

Enfin, le Conseil d'Etat a décidé d'octroyer à la Coordination Pédibus-Genève (Groupement cantonal des associations de parents du primaire – GAPP) une subvention de 30'000 francs pour l'année 2013.

Cette subvention est octroyée afin de développer le Pédibus dans le canton de Genève et d'encourager la sécurité et le recours à la mobilité douce des enfants sur le chemin de l'école.

Pour toute information complémentaire : Mme Claudia Heberlein, direction générale de la mobilité, DIME, ☎ 022 546 78 92.

Engagement pour la promotion de la relève sportive

Au terme de travaux menés conjointement avec la Ville de Genève et l'Association des communes genevoises pendant plus de dix-huit mois, et après l'évaluation des différents projets qui ont été soumis à une commission tripartite, le Conseil d'Etat a validé un accord de soutien pour les années 2013 à 2015 à des projets de la relève sportive.

Ces projets concernent le hockey sur glace, le football, le basketball masculin et féminin ainsi que le volleyball féminin, et à terme plusieurs sports individuels.

Sur la base de cet accord, le canton de Genève s'engage à soutenir les projets de la relève sportive à hauteur de 556'384 francs en 2013, 836'000 francs en 2014 et 836'000 francs en 2015, dans le cadre d'un effort financier partagé et proportionné. Le soutien financier prévu en 2013 est inscrit au budget, et les soutiens financiers figurent dans le plan quadriennal 2014-2017 du canton de Genève.

Cet engagement s'inscrit dans le prolongement de l'adoption le 18 septembre 2013 d'un projet de loi sur le sport et d'un concept cantonal du sport (voir [point de presse](#)) qui fixent le principe d'un engagement en faveur de la relève sportive qui s'appuie sur un encadrement scolaire adapté et sur la mise en place de structures de formation de qualité.

Il vient également concrétiser les rapports du Conseil d'Etat sur la [motion demandant la mise en place de véritables programmes « Sport-Etudes »](#) et sur la [motion « en faveur de la formation des jeunes pour la relève sportive »](#).

Une conférence de presse réunissant le canton de Genève, la Ville de Genève et l'Association des communes genevoises est prévue le mardi 12 novembre 2013 à 16h au centre sportif des Vernets.

Pour toute information complémentaire : M. Olivier Mutter, directeur cantonal du sport, DIP, ☎ 078 817 16 13.

Soutien à cinq institutions du domaine des camps et colonies de vacances

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi accordant des aides financières pour les années 2014 à 2017 à cinq institutions du domaine des camps et colonies de vacances, pour un montant annuel total de 3,88 millions de francs.

Les institutions bénéficiaires sont les suivantes :

- le Centre protestant de vacances, pour un montant annuel de 350'000 francs ;
- l'Association du scoutisme genevois, pour un montant annuel de 270'000 francs ;
- Caritas-jeunesse, pour un montant annuel de 172'000 francs ;
- Vacances nouvelles, pour un montant annuel de 95'000 francs ;
- le Mouvement de la jeunesse suisse romande, pour un montant annuel de 83'000 francs.

Ce soutien marque l'engagement du canton en faveur d'une offre de qualité, variée et accessible dans le domaine des camps de vacances durant les périodes de vacances scolaires. Les camps proposés par ces organismes sont l'occasion de découvertes multiples, de l'apprentissage de la vie en commun, tout en constituant de véritables solutions de garde des enfants lorsque les écoles sont fermées.

Etant donné l'évolution de la demande dans ce domaine ces dernières années, les contrats de prestations ont été assouplis quant aux critères de reconnaissance des journées de camps produites, de façon à permettre le développement d'une offre plus proche du concept de centre aéré.

L'offre de camps à Genève représente également des occasions de formation et de premières expériences pour de très nombreux jeunes en tant que moniteurs. Cet apport est aussi peu coûteux que précieux, en ce qu'il concourt à la fois à l'orientation professionnelle dans certains cas et, de façon plus générale, à l'engagement citoyen.

Pour toute information complémentaire : M. Gilles Thorel, directeur du pôle de coordination des prestations déléguées de l'office de la jeunesse, DIP, ☎ 022 388 55 82.

Aide financière à l'Association pour la danse contemporaine

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi accordant une aide financière annuelle de 400'000 francs à l'[Association pour la danse contemporaine \(ADC\)](#) pour les années 2014-2017.

Le projet de loi prévoit le renouvellement de la convention précédemment conclue entre l'Etat, la Ville de Genève et l'ADC (2010-2013), qui a largement contribué au développement de la danse contemporaine à Genève ces dernières années. Par le travail unique qu'elle a mené en Suisse romande, l'ADC a permis de faire connaître l'art de la danse au public genevois, grâce à une programmation variée, une politique de

sensibilisation auprès de la population genevoise et de la région et à des collaborations régulières avec toutes les institutions œuvrant dans le domaine de la danse.

L'octroi de cette aide s'inscrit dans les missions culturelles de l'Etat prévues par la [loi cantonale sur la culture du 16 mai 2013](#), à savoir, entre autres, favoriser la diffusion des œuvres et le rayonnement des artistes et des institutions par des coopérations régionales et internationales et encourager toutes mesures favorisant l'accès à la culture.

*Pour toute information complémentaire : Mme Joëlle Comé, directrice du service cantonal de la culture, DIP,
☎ 022 546 66 70.*

Entrée en vigueur de loi

Le Conseil d'Etat a arrêté l'entrée en vigueur de la loi suivante :

Loi	AUTEUR DU PL INITIAL	ENTRÉE EN VIGUEUR
Loi du 29.08.2013 sur la Haute école spécialisée de Suisse occidentale – Genève (HES-SO Genève) (C 1 26) (L10977)	CE	1 ^{er} avril 2014

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
12 novembre 16h00	Présentation du plan de soutien à la promotion de la relève sportive à Genève	Centre sportif des Vernets Salle de conférences 2 Rue Hans-Wildorf 4 1227 Les Acacias	DIP VGe	Olivier Mutter ☎ 078 817 16 13 Félicien Mazzola ☎ 079 542 66 50
14 novembre 15h00	Remise des diplômes aux nouveaux restaurants labellisés GRTA	Les Automnales, Palexpo	DIME	Sonia Salina ☎ 022 546 76 16
22 novembre 11h00	Cérémonie d'inauguration de la rénovation du cycle d'orientation de la Florence	CO de la Florence Chemin du Velours 16 1231 Conches	DU DIP	Rafaèle Gross ☎ 022 327 94 24 ou 076 313 01 25 Teresa Skibinska ☎ 022 546 69 35